

LE PETIT PROVENÇAL

Journal Quotidien d'Union Nationale

ABONNEMENTS
Marseille, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Gard
et Basses-Alpes..... 6 fr. 20 fr. 30 fr.
Autres départements et l'Algérie..... 6 fr. 24 fr. 36 fr.
Étranger (Union postale)..... 6 fr. 27 fr. 40 fr.
Les Abonnements partent des 1^{er} et 16 de chaque mois
Ils sont reçus à l'Administration du Journal et dans tous les Bureaux de Poste

N° 14.199 - QUARANTIÈME ANNÉE - MERCREDI 22 DÉCEMBRE 1915
LE NUMÉRO 5 CENTIMES
75, Rue de la Darse, 75 - Marseille

ANNONCES
Annonces Anglaises, la ligne : 1 fr. - Réclames : 1.75 - Faits divers : 0.50
Après Chronique Locale, la ligne : 5 fr. - Chronique Locale : 10 fr.
Les insertions sont exclusivement reçues
A Marseille : Chez M. G. Allard, 31, rue Pavillon, et dans nos bureaux
A Paris : A l'Agence Havas, 8, place de la Bourse, pour la publicité extra-régionale

Très prochainement
LE PETIT PROVENÇAL
publiera
Le Mystère
de la Maison d'Arteuil
grand roman dramatique
Par M. MAURICE D'ASSEROY

Conversations
diplomatiques

Le gouvernement des Etats-Unis continue d'éclaircir des notes avec le gouvernement austro-hongrois à propos de l'affaire de l'Ancona. La réponse de Vienne à la demande d'explications de Washington n'ayant pas été jugée satisfaisante, M. Lansing, d'accord avec le président Wilson, fait envoyer une nouvelle note où l'on verra bien que les Américains ne sont pas contents... Le baron Burian fera à cette nouvelle note une nouvelle réponse évasive. Et la conversation diplomatique pourra se poursuivre ainsi très tranquillement tandis que, sur toutes les mers où ils ont accès, les pirates-assassins de la marine autrichienne continueront, avec les pirates-assassins de la marine allemande, leur sinistre besogne de ruine et de mort.

C'est ainsi, on le sait, que les choses se sont passées entre l'Allemagne et les Etats-Unis. Grande indignation de l'autre côté de l'Atlantique dès qu'il avait été connue la lamentable affaire de la Lusitania : il semblait que l'on allait venger sur l'heure ceux des citoyens américains qui avaient si horriblement succombé sous les coups des pirates-assassins de l'amiral von Tirpitz. Mais cette grande indignation ne se traduisit qu'en un flot de protestations écrites. Washington demanda des explications et Berlin répondit, non sans avoir pris tout le temps voulu, et même un peu plus qu'on n'avait supposé nécessaire, pour rédiger la réponse. Les notes américaines et les réponses allemandes se succédèrent durant plusieurs semaines sans apporter de solution véritable aux difficultés. Et la même comédie recommença au lendemain de chaque nouvel attentat commis par les pirates-assassins de la marine germanique.

La leçon a naturellement servi à l'Autriche-Hongrie. Lorsque le gouvernement austro-hongrois reçut la note américaine protestant contre le coulage de l'Ancona, il jugea qu'il n'y avait pas lieu de s'enamourer. La diplomatie de Vienne suivit fidèlement l'exemple de la diplomatie de Berlin : elle allait s'appliquer à répondre à des formules platoniques par d'autres formules platoniques. Et l'on s'efforçait de faire durer la conversation...

C'est évidemment dans cet esprit que fut rédigée la réponse où, jouant la naïveté pour ne pas dire l'ignorance, le baron Burian affectait de ne pas s'expliquer la colère du gouvernement fédéral. Les Etats-Unis avaient réclamé la punition du commandant du sous-marin, c'est-à-dire du chef de la bande qui s'était rendue coupable du crime, en même temps que des réparations pour les pertes de vies humaines. Les ces trop légitimes et trop modestes réclamations, le baron Burian n'a répondu ni oui ni non.

Il sollicite lui-même des explications susceptibles d'éclaircir la note américaine... Il demande sur quelles bases juridiques s'appuient les exigences des Etats-Unis. Il estime que l'on est dans une « note insolite » et souhaite — le bon apôtre ! — que l'on entre dans le chemin de la légalité. Au nom du gouvernement austro-hongrois, il demande au Cabinet de Washington « de formuler les articles spéciaux de droit contre lesquels le commandant du sous-marin a agi lors du coulage de l'Ancona ». En d'autres termes, il se réfugie dans le maquis de la procédure.

Il serait aisé de l'en sortir pour peu qu'on en eût la volonté à la Maison Blanche. Les gouvernements d'Autriche-Hongrie font semblant de ne pas savoir de quoi il s'agit. Ils jouent la surprise devant l'indignation des Américains. Ils affectent hypocritement de ne point comprendre. Vous ne comprenez pas ? On vous appelle assassins et l'on vous demande compte de vos crimes. Cela est pourtant fort clair.

Cela le serait davantage encore si le gouvernement fédéral se montrait vraiment résolu à ne pas permettre au baron Burian et à ses scribes de se dérober à ce débat comme le fient déjà en pareille occasion leurs maîtres de Berlin. Les criminels se résignent rarement à l'humiliation de l'aveu et il ne faut donc point compter que Vienne fasse amende honorable de son propre gré. Mais ici le crime est patent et les témoignages les plus irrécusables portent contre les pirates-assassins de l'Ancona, et par-dessus leurs têtes contre le gouvernement responsable d'Autriche-Hongrie, la plus formelle des accusations.

Le gouvernement des Etats-Unis se

trouve donc sur un terrain extrêmement solide : à lui de montrer s'il est décidé à arrêter une fois pour toutes la criminelle audace des forbans ou bien s'il est simplement désireux, tandis que le président Wilson savoure les délices de son voyage de noces, d'amuser la galerie par un nouvel et interminable échange de notes diplomatiques qui malheureusement n'empêcheront pas les pirates-assassins de poursuivre la série de leurs innombrables exploits.

CAMILLE FERDY.

PROPOS DE GUERRE
Ordre du Ministre

Le 13 décembre, le général Galliéni adressait aux chefs de corps le télégramme que voici :

Ministre décide que permissions quatre jours, sans délai de route ni gratuité voyage, seront accordées dans la plus large mesure possible compatible avec nécessités service, à militaires zone intérieure dans période comprise entre 20 décembre et 10 janvier. Chefs de corps et services répartiront permissions en séries de manière que service n'en souffre pas. Ces permissions sont indépendantes de celles prévues circulaire 23 octobre.

Voici qui est parfaitement net et catégorique. Or, dans certaine ville pas très éloignée de Marseille, M. le médecin chef de la Place n'avait pas plutôt connaissance de cette décision qu'il faisait connaître officiellement aux hommes placés sous ses ordres, et susceptibles de réclamer le bénéfice de la mesure ministérielle, son intention de n'octroyer que des permissions de 48 heures au maximum.

Que l'on déduise de ces 48 heures le temps du voyage tant pour l'aller que pour le retour, et l'on voit ce qu'il reste de la permission généralement octroyée par M. le médecin chef.

Quel prétexte invoque cet honorable officier pour priver ses subordonnés d'aller passer les fêtes dans leur famille ? Les nécessités du service. Or il est notoire que les auxiliaires qui sont sous le coup de M. le médecin chef pourraient bénéficier de la paternelle mesure du ministre sans que le service en souffre. Mais ce n'est pas là une considération suffisante sans doute. Le ministre dit « ou ! », M. le médecin chef dit « non », voilà tout.

Quand le ministre de la Guerre a rédigé sa dépêche et qu'il y a glissé cette restriction nécessaire : « compatible avec les nécessités du service », son intention, assurément, n'était pas d'ouvrir la porte à la fantaisie arbitraire de ceux qui exécuteraient ses ordres.

Et l'on ne permettra de regretter que ce ne soit pas la dernière proposition qui, dans l'esprit du médecin chef, l'ait emporté sur l'autre.

ANDRÉ NEGIS

La Question des Munitions
à la Chambre des Communes

Le discours de M. Lloyd George

Londres, 21 Décembre.
M. Lloyd George a prononcé, hier, à la Chambre des Communes, un important discours sur la question des munitions.

M. Lloyd George a dit notamment :
« C'est au développement des arts mécaniques que les Allemands ont dû leur succès au début de cette guerre. Le problème de la victoire consiste à faire en sorte que la supériorité des puissances centrales, en cette matière, ne soit que temporaire. Le seul point où les Alliés jouissent de cette supériorité mécanique, est la Marine. Leur supériorité est ébranlée. La machine remplace l'homme. Ce que l'on économise en machine, on le perd en vies humaines. »

M. Lloyd George expose le travail exécuté par le ministère des Munitions.
En mai, dit-il, tandis que l'Allemagne produisait journellement 250.000 obus, explosifs pour le plus part, nous ne produisions que 2.500 obus explosifs et 18.000 shrapnells.

M. Lloyd George donne des détails sur les mesures prises pour accélérer la production des munitions. Il signale l'achat par l'Etat de machines en Amérique, la constitution d'un comité des machines à feu, qui permet de fabriquer pendant de nombreux mois, non seulement pour les besoins des Alliés, mais aussi pour ceux des Allemands.

M. Lloyd George fait aussi prévoir la fabrication de nombreux canons du plus fort calibre.

Depuis le mois de juin, dit-il, la fabrication des mitrailleuses a été quintuplée, et l'année prochaine elle grandira encore et nous serons en état de faire face à tous nos besoins.

Après-Mortimer. — En 1915 : stock, 11.369 ; récolte, 40.740. En 1914 : stock, 4.465 ; récolte, 62.034 hectolitres.

Bouches-du-Rhône. — En 1915 : stock, 239.824 hectolitres ; récolte, 132.555. En 1914 : stock, 100.521 ; récolte, 1.136.387 hectolitres.

Var. — En 1915 : stock, 143.158 ; récolte, 100.638. En 1914 : stock, 45.903 ; récolte, 1 million 942.305 hectolitres.

De nouvelles usines ont été établies dans

507^e JOUR DE GUERRE
Communiqué officiel

Paris, 21 Décembre.

Le gouvernement fait, à 15 heures, le communiqué officiel suivant :

La canonnade s'est ralentie sensiblement au cours de la nuit.

En Artois, au nord-ouest de la cote 140, les Allemands ont fait exploser en avant de nos tranchées une mine qui n'a causé aucun dégât, nous avons occupé le bord de l'entonnoir.

Entre la Somme et l'Aisne, quelques combats de patrouilles.

Dans la région de Lihons, une patrouille ennemie, prise sous notre feu, s'est enfuie laissant entre nos mains quelques blessés.

Sur le plateau de Sainte-Léocade, au sud de Moulin-sous-Touvent, nos canons de tranchée ont démoli un poste allemand.

En Lorraine, quelques tirs heureux de notre artillerie sur Aboncourt et Blamont, où des mouvements de troupes étaient signalés.



Dans les Vosges : Nos Sénégalais au repos
Ils fourbissent leurs armes en vue d'une inspection prochaine

diverses localités pour la fabrication des explosifs les plus puissants.

Nous pourrions subvenir à nos propres besoins, tout en continuant, comme nous le faisons aujourd'hui, à fournir des quantités considérables à nos alliés qui en manquent.

Le ministre a effectué de grandes économies. Le prix des obus pesant dix-huit livres a été réduit de 40 %, et celui des projectiles pour mortiers de 115 millimètres a baissé de 30 %.

Il est trop tôt pour parler de surplus : limiter la production serait la pire des économies. Ce qu'on épargnerait en argent, on le gaspillerait en vies humaines. Jamais nous n'en aurons assez, tant que nous n'aurons pas les moyens suffisants pour pratiquer de vive force la trouée qui conduira à la victoire, et cette victoire elle dépend aujourd'hui des syndicats travaillistes.

M. Lloyd George, adresse un émouvant appel aux travailleurs, les exhortant à suspendre l'application des règlements trades-unionnistes, qui ont pour objet de limiter la production et surtout les règlements qui visent l'emploi des travailleurs non expérimentés, car la victoire est à ce prix.

Il faut que les ouvriers non expérimentés puissent aborder un travail qui, en temps ordinaire, est le monopole des ouvriers de métier. Si cela n'a pas été fait, cela tient à ce que le gouvernement a promis de limiter les bénéfices des patrons. Parmi les ouvriers eux-mêmes dans chaque ville, dans chaque section, il y a eu lutte. On ne voulait pas renoncer à l'application de règlements des Trades-Unions, et de côté des patrons on voulait d'une part limiter les bénéfices et de l'autre augmenter le surmarchandage, et alors on se sentait dans une impasse.

En l'absence de la loi, dans ces circonstances la seule corde qui vibrait est celle du patriotisme. L'incumbent au patron de se mettre en mesure d'employer la Trade-Union de sa localité, et d'accepter l'emploi d'ouvriers non expérimentés. Tant que les patrons ne le font pas, le gouvernement ne pourra pas appliquer la loi des munitions.

La victoire est à ce prix. Des centaines de mille existences précieuses en dépendent. La question est de savoir si nous allons obtenir un triomphe dans l'espace d'une année, ou si nous allons voir la guerre pour suivre longtemps sa course ensanglantée.

Le travailleur seul peut fournir la réponse : Quelle ne soit pas trop tardive, car d'elle dépend le sort de cette guerre.

Que le travailleur ne soit pas trop lent à agir ici, trop lent à arriver là, trop lent à aboutir à cette décision, trop lent à lancer cette entreprise, trop lent à se préparer.

Trop tard, c'est le mot fatal, le spectre moqueur qui a suivi pas à pas les Alliés dans leur marche et si nous ne pressons pas nos mouvements, la malédiction tombera sur la cause sacrée pour laquelle tant d'existences vaillantes se sont sacrifiées sans compter.

Vous, patrons, vous, ouvriers, n'ayez pas les mots trop tard gravés au fronton de vos usines, j'en appelle à vous !

Paris, 21 Décembre.

Le Journal Officiel publie ce matin le relevé de la récolte des vins en France (stocks et récolte). Voici les chiffres de 1915 comparés à ceux de 1914 :

IL Y A UN AN
Mardi 22 Décembre

Les Alliés gagnent du terrain et progressent à Westende (nord-est de Nieuport), Steenstraete-Dizschotte (nord-ouest d'Ypres), Givenchy-les-Bains, dans la région La Bassée-Béthune, au nord et au sud d'Aire, à Perthes-les-Turpins, dans le bois de la Graille (Argonne), bombardement d'Armentières, canonnade autour d'Amiens, sur l'Aisne et en Champagne.

En Pologne, concentration allemande entre la Vistule et la Pilzta, en vue de traverser la Bzura et la Rawka dans les districts de Mieszowice et de Bolimow, contre Skierniewice, l'ennemi est repoussé avec de fortes pertes ; combats acharnés sur les deux rives de la Pilzta, à Ezerzow, à Rofkoyawiska et à Opoczno-Tomaszow où les Allemands sont repoussés de toutes parts.

En Galicie, autour de Cracovie : 5.000 prisonniers allemands (66 officiers), 3 canons, 10 mitrailleuses. Dans les Karpathes, 1.000 prisonniers allemands (55 officiers). Serbes et Monténégrins marchent sur Sarajevo.

Dans la mer Méditerranée, bombardement d'Alexandrette (Syrie) et du chemin de fer de Bagdad par un torpilleur russe. En Asie Mineure, chars et troupes turques se joignent aux Russes pour échapper à la tyrannie turque.

En Hongrie, manifestations populaires tchèques contre la guerre.

Paris, rentrée du Parlement ; discours de M. Viviani, qui proclame : « La France tra jusqu'au bout, ayant la certitude de la victoire, pour le Droit contre la Force. »

Les Allemands croient
pouvoir en finir

Ils espèrent obtenir la paix qu'ils désirent par une double action contre Calais et contre l'Egypte.

Rome, 21 Décembre.

De divers renseignements, il résulte que les Allemands seraient actuellement en train de préparer une double offensive : Une contre Calais, l'autre contre l'Egypte. Dans la pensée des Allemands, elle devrait avoir comme résultats, si elle réussit, de terminer promptement la guerre en obligeant les Alliés à capituler.

Evidemment, les Allemands ne doutent de rien, et prennent leurs désirs pour la réalité.

La mission de la Paix

Elle reçoit en Norvège un accueil plutôt froid.

Christiania, 21 Décembre.
La mission Ford, partie d'Amérique il y a quelques jours, est arrivée le 19 à Christiania, où elle a rencontré un accueil assez réservé.

La mission s'est rendue ensuite à Christiania, où elle a donné quelques conférences devant un auditoire restreint. Il n'y a eu aucune réception officielle des pacifistes.

LA GUERRE
Nos ennemis seraient décidés
à nous attaquer à Salonique

Que va faire la Grèce ?

Dans les Flandres les Allemands
prépareraient une offensive

Paris, 21 Décembre.

Les ministres se sont réunis ce matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré. Ils se sont entretenus de la situation diplomatique et militaire.

Le Conseil a chargé M. Denys Cochin, d'accord avec M. Clémentel, ministre du Commerce, et M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat aux Munitions, de procéder à une étude sur l'état présent et le développement de l'industrie chimique en France.

LA SITUATION

De notre correspondant particulier - Paris, 21 Décembre.

La force morale est un des éléments essentiels de la puissance des combattants. Le meilleur des armements ne vaut guère entre les mains des soldats sans foi et sans enthousiasme. Nous avons, après un an et demi de guerre, complété notre matériel, jusqu'ici, le moral admirable de nos soldats s'est maintenu aussi haut qu'aux premiers jours.

Tandis que nous intensifions de plus en plus notre production industrielle en vue de la guerre, nous devons parallèlement veiller avec un soin jaloux à reconnaître de nos ennemis, dans le cœur de nos poitrins, le sentiment de confiance et la volonté qui font les héros.

Pour cela, il faut leur éviter tout ce qui ressemble à une injustice ou à d'inutiles tracasseries, ou encore tout ce qui pourrait leur faire supposer des négligences.

Le matériel déficieux dont ont été faites les distributions d'effets d'hiver a été fautive, mais il convient de veiller surtout à ce que les permissions soient accordées d'après une règle absolument équitable.

Les plaintes qui nous arrivent de divers côtés, prouvent malheureusement qu'il n'est pas possible, dans le cœur de nos poitrins, le sentiment de confiance et la volonté qui font les héros.

Les opérations militaires se bornent à des actions d'artillerie très vives sur le front occidental et à une activité de plus en plus grande de services de reconnaissance aériens. Tout ceci renforce l'opinion que j'ai déjà exprimée, d'opérations probables.

Attendez avec confiance l'offensive des Boches.

Maintenant que les élections de Grèce ont eu lieu, il faut s'attendre à l'attaque de nos forces à Salonique et à l'annonce de la formation de la 1^{re} Armée. Le roi Constantin est intervenu, dit-on, pour empêcher que les Bulgares et les Turcs ne pénètrent pas dans son royaume. Nous verrons le cas que son impérial beaufré fait de ses prières. Il ne serait pas étonnant que la Grèce n'ait à se repentir bientôt de son attitude.

Les soldats du roi Ferdinand auraient, paraît-il, molesté des citoyens américains à Monastir, et bafoué le consul des Etats-Unis. Le président Wilson aura l'occasion d'envoyer une nouvelle note.

MARIEU RICHARD.

SUR NOTRE FRONT
Dans les Flandres

Communiqué officiel anglais

Londres, 21 Décembre.

Voici le communiqué du front occidental britannique du 20 décembre, 21 heures :
Aujourd'hui, nous avons canonné plusieurs parties des tranchées allemandes en face des secteurs central et méridional de notre ligne.

Après-midi, l'artillerie allemande a bombardé avec violence Ypres et Saint-Jean ; elle s'est également montrée active au cours de la journée contre notre front et nos tranchées de soutien au sud-est d'Ypres. Nous avons riposté en canonnant les tranchées avancées des Allemands, ainsi que Zoonebeker, Zandvoorde, Ghelvelin, Tonbrielen.

De Matin, de bonne heure, près des carrières au nord-ouest de Houthulst, les Allemands ont attaqué nos tranchées à coup de grenades. Nous avons repoussé leur attaque.

Les aviateurs allemands ont manifesté, hier, une grande activité s'efforçant d'empêcher les reconnaissances de nos avions ; ils n'y ont pas réussi.

Au cours de la journée, il y a eu quarante quatre combats aériens ; nous avons abattu deux avions ennemis que nous avons fait tomber en arrière des lignes allemandes, violemment, avec des avaries sérieuses.

Un de nos avions manque.

L'offensive allemande
On la prévoit au sud de Dixmude

Londres, 21 Décembre.

Le collaborateur militaire du Belgeische Standard écrit ce matin :
Il y a quelques semaines, nous avons fait entrevoir que les Allemands faisaient des préparatifs au sud de Dixmude, en vue d'une prochaine action. Nous ajoutons que nous ne nous attendions à rien avant que l'expédition dans les Balkans ait pris fin. Ceci est maintenant arrivé à son terme.

Les autres fronts sont donc exposés à recevoir le coup de bélier annoncé par les Allemands.

Sur le front russe, plus rien ne peut être attendu. L'hiver y est trop rigoureux pour une tentative allemande éventuelle ne peut être dirigée que contre notre front.

Nous plaçons cette tentative d'offensive sur

le front belge, d'abord parce que depuis la bataille de l'Yser, le front belge n'a eu à subir aucune attaque, et que toutes leurs attaques tant sur Ypres qu'en Champagne et en Argonne échouèrent, ensuite parce que les bruits de grands transports de troupes concentrées en Belgique derrière notre propre front sont confirmés.

Si les Allemands ont vraiment dans l'idée de tenter une attaque contre le front occidental, et si, enivré par leurs derniers succès, ils ne prennent en considération ni la situation du terrain, ni les inépuissables réserves de la Grande-Bretagne, nous pouvons avoir la conviction que cette attaque aura lieu au sud de Dixmude.

Depuis quelques jours, nous constatons que de violents duels d'artillerie se livrent dans cette région, ce qui est l'indice des nouvelles intentions de l'ennemi, lequel se prépare à l'exécution d'un plan, tandis que les canons font le travail préparatoire.

Déjà, en avril-mai, les journaux allemands ne s'en cachaient pas, que la région entre Dixmude et Ypres semblait accessible et favorable à une attaque parce que dans cette région le front est occupé par trois états, et que par suite de cette circonstance, le commandement des armées en aurait eu à souffrir, mais à leur désavantage les épreuves ont été formidables, qui les attend encore cette fois s'ils osent passer à l'offensive.

LA GUERRE EN ORIENT
Dans les Balkans

L'attitude de la Grèce

La Grèce autoriserait nos ennemis
à traverser son territoire

Paris, 21 Décembre.

Le correspondant du « Journal » à Salonique, qui avait dit que l'offensive germano-bulgare suivrait de près les élections, annonce aujourd'hui qu'à la suite d'arrangements, la Grèce reconnaît qu'elle ne peut refuser à nos ennemis les facilités qu'elle nous a concédées et que les premières reconnaissances autrichiennes sont signalées sur la frontière, en même temps que le service est rétabli entre Velds et Sofia et que l'Allemagne pourra amener ainsi contre nous, si la Grèce l'y autorise, des renforts tures, du matériel et des munitions.

Les renforts continuent à débarquer sans cesse à Salonique, mais il faudrait plusieurs mois pour amener des renforts suffisants.

Les événements ont influencé le roi de Grèce

Athènes, 21 Décembre.

L'arrêt de l'armée germano-bulgare sur le seuil de la Grèce est une preuve suffisante que, tout au moins pour le moment, les Allemands sont en nombre insuffisant, et, d'autre part, l'arrivée de nos renforts est régulière. Ainsi, ce facteur est favorable, et on peut dire qu'il sera durable. D'autres facteurs permanents, nous ont influencé la Grèce, sont les nouvelles données par le ministre grec à Berlin sur la mauvaise situation à l'intérieur et les émeutes réelles violentes qui ont eu lieu devant le Reichstag. Le roi est également influencé par les avis de Constantinople, qui sont défavorables pour les Allemands.

Les Grecs ont aussi le sentiment que les Bulgares sont partis pour la revanche, aussi croient-ils qu'après une courte halte, ils passeront la frontière.

Pour la première fois, l'opinion publique en Grèce a commencé à se manifester au sujet de cette éventualité. Le général commandant les corps d'armée dans toute l'étendue du pays ont informé le gouvernement de l'état d'excitation qui règne parmi les soldats. Des collisions aux frontières ont déjà eu lieu entre Grecs et Bulgares.

Quinze navires ont transporté avant-hier les troupes grecques de Guergheli à Cavalla, où la nouvelle-garde armée grecque se trouve sur le flanc des Bulgares. Cela n'est peut-être pas sans influence sur l'arrêt actuel des Allemands et des Bulgares. Néanmoins, les Bulgares sont moralement forcés de faire une poussée en avant, et si nos troupes peuvent supporter l'attaque pendant les dix premiers jours, il n'est peut-être pas exagéré de dire que tout ira bien et que la situation balkano-turque sera sensiblement améliorée.

Un heureux présage est l'arrivée continue de renforts à Salonique.

En ce qui concerne la politique intérieure en Grèce, un fait vraiment important est que des démarches ont été faites par le prince Nicolas pour amener

la Grèce à se joindre à l'Entente.

Le prince Nicolas a écrit au roi de Grèce, le 19 décembre, pour lui proposer de se joindre à l'Entente.

Le prince Nicolas a écrit au roi de Grèce, le 19 décembre, pour lui proposer de se joindre à l'Entente.

Le prince Nicolas a écrit au roi de Grèce, le 19 décembre, pour lui proposer de se joindre à l'Entente.

